



SYNTHESE

Tous les chiffres sont à fin février 2017 sauf indications contraires

Reprise de l'activité économique mondiale entourée d'incertitudes

Au niveau mondial, la croissance de l'économie devrait se situer à 3,4% en 2017 après +3,1% en 2016. Les premières tendances enregistrées dans les pays avancés, notamment aux Etats-Unis ainsi que dans les pays émergents et pays en développement confirment cette accélération. Cette bonne orientation de l'activité est attribuable à l'amélioration du climat des affaires dans ces pays. Cependant, des incertitudes telles que la montée du protectionnisme commercial, les niveaux élevés de l'endettement des Etats, l'instabilité politique en Europe et les effets potentiels du Brexit, menaceraient cette croissance.

L'économie des **pays avancés** demeurerait solide au cours du premier trimestre 2017 (+0,5%) grâce à la vigueur de l'activité aux **Etats-Unis** (+0,6%), selon les estimations de l'INSEE. L'économie américaine bénéficie d'une politique de relance budgétaire basée sur des investissements publics massifs et la réduction significative des impôts pour booster l'investissement et la consommation privés.

Dans la **zone euro**, l'activité économique augmenterait de 0,4%, tout comme au dernier trimestre de l'année 2016, en dépit des incertitudes politiques et de la remontée de l'inflation (+1,8% contre -0,1% un an plutôt) qui érode le pouvoir d'achat des ménages. Cette évolution du PIB résulte de la bonne orientation de l'activité en **Allemagne** (+0,4%), en **France** (+0,3%), en **Espagne** (+0,7%) ainsi que de la progression modeste, mais stable en **Italie** (+0,2%).

L'activité au **Royaume-Uni** progresserait de 0,4% au premier trimestre de 2017, en décélération par rapport à la réalisation du trimestre précédent (+0,7%). Ce ralentissement proviendrait de l'atonie des investissements des entreprises qui commercent avec la zone euro. En outre, la consommation des ménages pourrait être affectée par un regain d'inflation en 2017 (+2,5%), en rapport avec la dépréciation de la livre sterling et la hausse des prix de l'énergie. La croissance serait portée par l'investissement public consacré aux infrastructures.

Le PIB du **Japon** s'afficherait en hausse de 0,2% grâce à l'activité industrielle qui bénéficie du redémarrage de la demande extérieure.

Au niveau des **pays émergents et pays en développement**, les économies bénéficieraient de la relance de la demande des pays développés et de la hausse des prix des matières premières. Ainsi, en **Chine**, le PIB devrait croître de 1,8% en 2017 après +1,7% en 2016. La bonne progression serait portée notamment par la vigueur de l'activité industrielle, la hausse de l'investissement et le raffermissement de la demande intérieure. La hausse du PIB en **Russie**, amorcée depuis le troisième trimestre de 2016, devrait se consolider avec notamment l'amélioration du climat des affaires et la bonne santé des industries. Par conséquent, la croissance du PIB annuel atteindrait +1,1% contre -0,6% en 2016. En **Inde**, après un ralentissement de l'activité au quatrième trimestre 2016 (+1,6% contre +1,8% au troisième trimestre), l'économie pourrait retrouver son dynamisme et afficher une croissance de 7,2% en 2017 contre 6,6% un an plutôt, soutenue par un rebond de la consommation. Au **Brésil**, selon le FMI, le PIB annuel pourrait se redresser en 2017 (+0,2% après -3,5% l'année précédente) malgré la contraction attendue au cours du premier semestre de l'année. En effet, le pays pâtit de la dégradation du climat des affaires et de la baisse de la production industrielle.

Les économies des pays de l'**Afrique subsaharienne** devraient enregistrer une progression du PIB de 2,8% en 2017 après +1,6% en 2016, en lien avec le redressement du PIB du **Nigeria** (+0,8% après -1,5%) et le rebond en **Afrique du Sud** (+0,8% après +0,3%). Le Nigeria bénéficierait de la remontée des cours du pétrole brut tandis que l'Afrique du Sud profiterait de la reprise du secteur agricole en raison de la normalisation attendue des conditions météorologiques et de la reprise des prix des matières premières.

Poursuite de la chute des cours du cacao

Le marché des matières premières enregistre, en moyenne sur la période sous revue, une embellie des cours moyens des principaux produits de base notamment, le café (+24,3%), le coton (+23,7%), le caoutchouc (+98,6%), l'huile de palme (+27,1%), le sucre (+48,2%), l'or (+5,6%), le pétrole brut (+72,5%) et le riz blanchi (+1,1%) par rapport à la période correspondante de 2016. Cependant, en lien avec la surabondance de l'offre, les cours du cacao accusent une baisse de 46,7%.

Il résulte de ces évolutions, une augmentation de 16,7% en moyenne de l'indice Moody's des matières premières.

En évolution mensuelle sur le marché de Londres, les cours du cacao sont passés de 1 624,7 dollars la tonne en janvier à 1 500,8 dollar la tonne en février 2017, soit une baisse de 7,6%.

Dépréciation de l'euro par rapport au dollar

Sur le **marché des changes**, en moyenne sur les deux premiers mois de 2017, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar américain (-3,2%). Toutefois, face à la livre sterling et au yuan renminbi, l'euro s'est apprécié respectivement de 12,0% et 1,6%.

Consolidation de la croissance au plan national

Au plan national, dans le cadre de la mise en œuvre du PND 2016-2020, le Gouvernement reste engagé dans la poursuite de l'amélioration du climat des affaires afin de favoriser l'investissement privé. A cet effet, une communication a été adoptée en Conseil des Ministres en février 2017 pour accélérer la mise en œuvre du programme Doing Business.

L'activité économique serait soutenue en 2017 par la poursuite des grands chantiers d'infrastructures publiques. Ces chantiers concernent la réhabilitation et l'extension d'infrastructures existantes ainsi que la construction de nouveaux ouvrages. Ainsi, le prolongement de l'autoroute du nord sur l'axe Yamoussoukro-Tiébissou, et la réalisation du 4^{ème} pont d'Abidjan devraient démarrer au cours de l'année.

Les réalisations à fin février 2017 comparées à celles à février 2016 se présentent comme suit :

Le **secteur primaire** affiche une évolution positive au regard des premières données disponibles. Ainsi, les productions de coton graine (+1,5%), de banane (+44,8%), d'ananas (+37,9%) et de sucre (+15,8%) ressortent en hausse. Par contre, la noix de cajou dont la campagne a démarré timidement enregistre un repli de 47,3%.

Au niveau du **secteur secondaire**, l'activité industrielle a progressé de 9,7% au mois de janvier 2017. Par contre, l'indicateur avancé du BTP est ressorti en recul de 5,6%, en raison de difficultés survenues dans l'exécution de certains chantiers publics suite aux remous sociaux.

Le **secteur tertiaire** enregistre une évolution contrastée de ses différentes composantes. En effet, le nombre de voyageurs commerciaux dans l'aérien (+13,8%) progresse tandis que le transport routier (-0,1%) se tasse et que les trafics de marchandises dans le maritime (-6,1% au niveau du Port Autonome d'Abidjan) et le ferroviaire (-10,4%) se contractent.

A fin février 2017, les **prix à la consommation** s'affichent en hausse de 1,3% en glissement annuel, portés à la fois par les produits non alimentaires (+1,3%) et les produits alimentaires

(+1,3%). La détente sur les prix des produits alimentaires se poursuit après la flambée observée au deuxième trimestre 2016.

Le **marché de l'emploi**¹ dans le secteur formel moderne enregistre une hausse de 3,8% de l'effectif des salariés, correspondant à une création nette de 33 015 emplois sur un an. Cette progression provient aussi bien du secteur privé (+4,2% ; +28 472 emplois) que du secteur public (+2,3% ; +4 543 emplois).

Les **finances publiques** sont caractérisées par une baisse des recouvrements des recettes totales et dons de 3,0% et une augmentation des dépenses totales et prêts nets de 8,0% par rapport à la même période de 2016. Les recettes totales et dons se sont affichés à 655,9 milliards de FCFA tandis que les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à 691,1 milliards

Il se dégage un solde primaire de base excédentaire de 179,3 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 35,2 milliards financé par un recours au marché monétaire et financier.

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels sont marqués par le renforcement en valeur des exportations (+15,6%). En revanche, les importations (-24,8%) fléchissent en lien avec le repli des acquisitions de biens d'équipement (-59,3%) et des achats de biens intermédiaires (-21,4%). Le solde commercial ressort excédentaire de 679,7 milliards contre un excédent de 221,3 milliards enregistré à fin février 2016.

La **situation monétaire** est marquée par une progression de la masse monétaire (+12,3% ; +942,4 milliards de FCFA) sous l'effet conjugué de la consolidation des crédits intérieurs nets de 24,5% et de la baisse des avoirs extérieurs de 17,8%. La hausse des crédits intérieurs provient de l'augmentation des crédits nets à l'économie (+21,3%) et de la dégradation de la position nette du Gouvernement (+34,4%).

Sur le **marché financier**, la BRVM enregistre une augmentation de 9,8% de la capitalisation boursière qui se situe à 10 109 milliards de FCFA. Toutefois, le volume des transactions (-84,6%) ainsi que les indices BRVM 10 (-9,6%) et composite (-4,8%) se contractent.

En conclusion, l'activité économique a enregistré une évolution favorable sur les deux premiers mois de l'année 2017. L'accélération attendue de la mise en œuvre du PND 2016-2020 devrait favoriser la consolidation de l'économie nationale et permettre l'atteinte de l'objectif de croissance de 8,5% en 2017.

¹ Données de la Solde et de la CNPS

Réalizations sectorielles à fin février 2017, comparées à celles à fin février 2016

Secteur réel

L'activité économique est bien orientée, en lien avec la bonne tenue des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Secteur primaire***Dynamisme des cultures d'exportation***

Au niveau du **secteur primaire**, les données disponibles de l'agriculture d'exportation font ressortir une progression des productions du sucre, de l'ananas, de la banane dessert et du coton graine tandis que la production de la noix de cajou se contracte.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation (en tonnes)

	02 mois 2016	02 mois 2017	Variation(%)
Ananas	5 901,2	8 138,4	37,9%
Banane	57 261,9	82 890,7	44,8%
Coton graine	180 509,6	183 168,6	1,5%
Noix de cajou	8 325,1	4 383,8	-47,3%
Sucre	58 383,5	67 580,8	15,8%

Source : DGE, OPA, MINADER

La filière **sucrière** se relève après les difficultés rencontrées en 2016. La production croît de 15,8% pour se situer à 67 580,8 tonnes.

La filière **ananas** maintient son redressement observé au mois de janvier 2017, en relation avec le retour progressif des petits paysans. La production enregistre une augmentation de 37,9% sur la période sous revue. Cette spéculation devrait pouvoir continuer à s'améliorer avec la mise en œuvre des actions du PNIA, notamment l'appui à l'amélioration des outils de production et à la commercialisation.

S'agissant de la production de la **banane dessert**, elle continue de progresser grâce à la mise en œuvre du plan de relance de la filière. A fin février 2017, elle atteint 82 890,7 tonnes, en augmentation de 44,8%.

La production de **coton graine** s'affiche en hausse de 1,5%, avec 183 168,6 tonnes. Elle bénéficie d'une amélioration des prix d'achat de 15 FCFA qui se situent respectivement à 265 FCFA et 240 FCFA pour le coton de premier et second choix

Au niveau de la **noix de cajou**, la production estimée sur la base des exportations ressort à 4 383,8 tonnes en repli de 47,3%. Cette évolution est en lien avec le démarrage timide de la commercialisation du fait de la fixation des barèmes des prix de la nouvelle campagne à la mi-février. Par ailleurs, une amélioration de la transformation locale est observée, au regard de la progression des exportations d'amande de cajou (+35,6%). Le prix à l'exportation des amandes de cajou se situe à 4 460 FCFA le kilogramme en moyenne sur les deux premiers mois de 2017 contre 820 FCFA le kilogramme pour la noix de cajou. Le gain de valeur ajoutée est indéniable et bénéfique pour le solde commercial.

Pour le coton graine et la noix de cajou, le Gouvernement entend accroître les taux de transformation avec l'adoption, en février 2017, d'un décret portant création et fixant les modalités du fonds de développement des activités de transformation du coton et de l'anacarde.

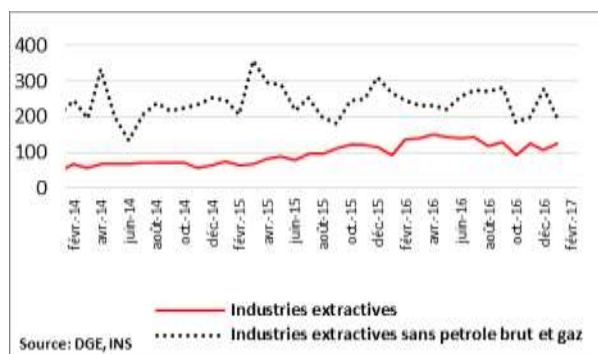
Au niveau du **café-cacao**, au regard de la tendance baissière des cours du cacao, le prix d'achat minimum garanti aux producteurs devrait diminuer pendant la campagne intermédiaire qui couvre la période allant du 1^{er} avril à fin août 2017. Toutefois, il représenterait 60% du prix CAF, conformément aux textes qui régissent la filière.

Secteur secondaire

Activité industrielle en hausse

L'indice harmonisé de la production industrielle est en progression de 9,7% au mois de janvier 2017, confortée par les « industries extractives » (+37,0%), la branche « électricité, gaz et eau » (+9,0%) et les « industries manufacturières » (+5,7%).

Graphique 1: Indice de production des industries extractives



Les **industries extractives** continuent de bénéficier des investissements réalisés au niveau de la branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel, activités annexes » (+40,6%). Les « autres activités extractives » quant à elles, se contractent de 27,6%.

Le **pétrole brut**, à fin février 2017, affiche une production de 2 184,6 milliers de barils en baisse de 4,2% en lien avec un repli de production sur les permis CI-26 (-41,2%) et CI-11 (-11,0%). Par contre les permis CI-40 et CI-27 enregistrent respectivement des hausses de 20,4% et 50,1%.

Au niveau du **gaz naturel**, la production est ressortie en augmentation de 7,2% pour atteindre 409,3 millions de mètres cubes. Ce dynamisme est attribuable aux permis CI-40, CI-11 et CI-27 dont les productions progressent respectivement de 84,8%, 31,9% et 16,3%.

L'accroissement de 5,7% des **industries manufacturières** à fin janvier 2017 provient de la contribution positive des « industries métalliques » (+20,3%), des « industries agro-alimentaires et tabac » (+18,0%), des « industries pétrolière, chimique et

caoutchouc, plastiques » (+10,8%) et des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+23,5%). Toutefois, ces embellies contrastent avec le retrait observé au niveau des « industries textiles et cuir » (-15,0%), des « industries du bois et meubles » (-10,4%) et des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (-7,1%).

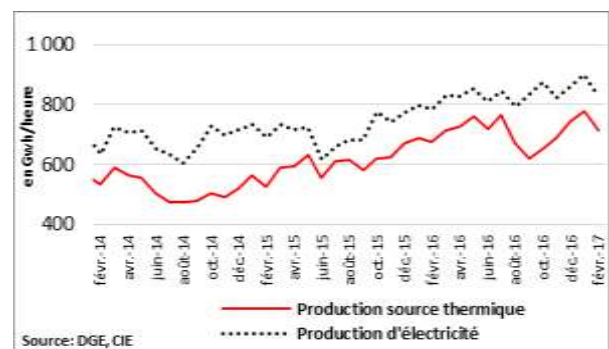
La branche « **électricité, gaz et eau** » progresse en relation avec les évolutions des activités de « production et distribution d'électricité » (+12,1%) ainsi que de « captage, traitement et distribution d'eau » (+1,2%).

La production d'électricité ressort à 1 730,9 Gwh, en hausse de 9,5%. Cette performance provient des investissements réalisés dans le secteur de l'électricité depuis quelques années. L'offre est soutenue par l'énergie de source aussi bien thermique qu'hydraulique.

L'électricité de source hydraulique croît de 8,3% en lien avec la bonne disponibilité en eau des barrages.

De même, l'électricité de source thermique augmente de 9,7% en relation avec l'optimisation des capacités de production installées, notamment au niveau des centrales thermiques d'AZITO ENERGIE (+10,7%), de CIPREL (+5,7%) et d'AGGREKO (+7,5%).

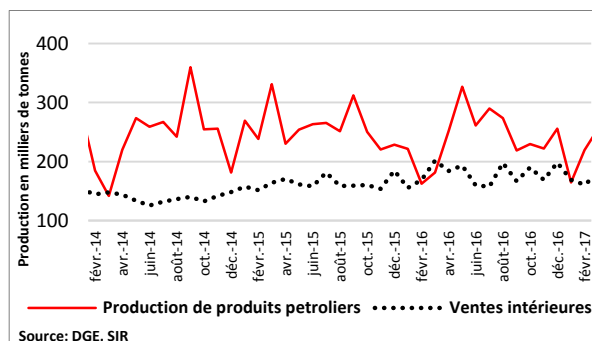
Graphique 2: Production d'électricité



Au niveau du secteur manufacturier, la production de produits pétroliers continue de pâtir des effets de l'incendie survenue, au mois de janvier 2017, sur l'unité 87 de distillation hydrocraqueur permettant le traitement du pétrole brut lourd. Ainsi, la production de produits pétroliers se replie de 0,1% pour s'établir à 383 640,9

tonnes. En dépit de cette baisse, la consommation nationale reste bien orientée (+3,4%).

Graphique 3: Production et vente de produits pétroliers



BTP en régression

L'indicateur avancé du BTP se replie de 5,6% à fin janvier 2017, en raison notamment du ralentissement de certains chantiers publics suite aux remous sociaux présentement résolus.

Ce recul se ressent au niveau des consommations de sable (-45,9%), de gravier (-22,5%), de béton (-17,6%), de bitume (-5,3%) ainsi que de ciment (-9,8%). Par contre, les productions de « câbles et fils électriques » (+9,0%) et de « tôles et bacs » (+40,4%) croissent.

Secteur tertiaire

Evolution différenciée dans le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre une évolution contrastée, marquée par la progression du transport aérien tandis que le transport routier se tasse et que les trafics maritime et ferroviaire se contractent. En outre, le commerce de détail serait en hausse, au regard de la progression en volume des importations de biens de consommation (+16,4%).

Baisse des trafics maritime et ferroviaire dans le transport

Au niveau de la branche transport, la bonne tenue des trafics aérien et routier est amoindrie par la contraction dans le maritime et le ferroviaire.

Le **transport aérien** poursuit sa tendance à la hausse en liaison avec l'amélioration de la situation socio-économique et les investissements réalisés ces dernières années. Le nombre total de voyageurs commerciaux croît de 13,8% par rapport à son niveau sur la période correspondante de 2016, en lien avec l'accroissement du trafic au sein de la CEDEAO (+23,7%) et avec l'Europe (+14,6%). De même, le trafic intérieur se redresse de 1,9% à fin février 2017 après la baisse de 1,6% enregistrée à fin janvier 2017.

Le **transport terrestre** se tasse au regard de la consommation de gasoil (-0,1%). Cette évolution serait en lien avec les remous sociaux survenus en début d'année.

Au niveau du **transport maritime**, les statistiques du Port Autonome d'Abidjan (PAA)² font état d'un recul du trafic global des marchandises de 6,1% comparé aux réalisations sur la même période de l'année précédente. Cette évolution est imputable au transbordement (-31,6%), au transit (-9,9%) et au trafic national (-2,4%). Les replis observés au niveau du transbordement et du transit sont liés à la concurrence des autres ports de la sous-région. Le trafic national subit la contraction des échanges de produits pétroliers (-8,8%) en relation avec la chute des importations de la SIR. Par contre les marchandises générales augmentent de 0,8%.

Concernant le **transport ferroviaire**, les activités continuent d'accuser un repli en relation avec le ralentissement des échanges avec le Burkina Faso. Ainsi, le volume de marchandises transportées ressort à 139 684 tonnes, en baisse de 10,4%.

Inflation modérée

En moyenne sur la période sous revue, l'indice harmonisé des prix à la consommation enregistre une augmentation de 1,3% par rapport à fin février 2016, sous l'effet du renchérissement des prix aussi bien des

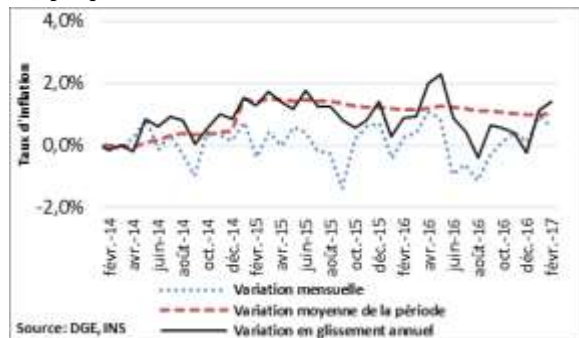
² Le PAA représente plus de 80% de l'activité portuaire

produits alimentaires (+1,3%) que des produits non alimentaires (+1,3%).

Les prix des produits alimentaires sont tirés par ceux des « tubercules et plantains » (+8,1%), des « huiles et graisses » (+5,5%), des « viandes » (+1,7%) et des « poissons » (+2,4%) tandis que les « légumes frais » (-2,8%), les « fruits » (-5,8%) et les « lait-fromage-œufs » (-2,1%) voient leurs prix diminuer.

Les produits non alimentaires enregistrent une hausse de prix de l'ensemble des fonctions hormis le transport (-1,8%) et la communication (-1,4%). Ainsi, les prix des « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+4,7%), des « articles d'habillement et chaussures » (+2,1%) et des « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+2,7%) sont en progression sur les deux premiers mois de l'année 2017.

Graphique 4: Evolution des taux d'inflation



L'inflation s'est établie à 0,8% en moyenne annuelle, en deçà du maximum de la norme communautaire fixée à 3%.

Hausse continue du nombre de travailleurs du secteur formel

Dans le secteur formel moderne, l'emploi continue de se comporter favorablement en lien avec le dynamisme de l'activité économique. Le nombre de travailleurs est en hausse de 3,8% correspondant à une création nette de 33 015 emplois sur un an. Principal pourvoyeur d'emplois, le secteur privé compte 705 714 salariés en accroissement de 4,2%, soit une création nette de 28 472

emplois. Quant au secteur public, il enregistre une progression de 2,3% correspondant à une création nette de 4 543 emplois.

Le Gouvernement ivoirien reste engagé dans la promotion de la création d'emplois décents et durables à travers une refonte de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle afin d'adapter l'offre des diplômés aux besoins du marché. Par ailleurs, les formations de renforcement des capacités ainsi que les programmes de mise en stage, d'aide à l'embauche et d'entreprenariat se poursuivent au sein de l'Agence Emploi Jeunes.

Finances Publiques

Les **finances publiques** sont marquées par une baisse des recouvrements des recettes totales et dons et une augmentation des dépenses totales et prêts nets. Les recettes totales et dons sont ressortis à 655,9 milliards de FCFA en baisse de 3,0% comparé à la période correspondante de 2016. Quant aux **dépenses totales et prêts nets**, ils ont connu un accroissement de 50,9 milliards de FCFA (+8,0%) pour se situer à 691,1 milliards de FCFA.

Amélioration du recouvrement des recettes fiscales

Le repli relativement faible des recettes totales et dons est lié notamment à la non mobilisation des dons en février 2017. En revanche, les recouvrements des recettes fiscales et des recettes non fiscales augmentent respectivement de 7,0% et 6,0% pour ressortir respectivement à 572,6 milliards et 80,2 milliards.

Forte exécution des dépenses d'investissement financées sur prêts projets

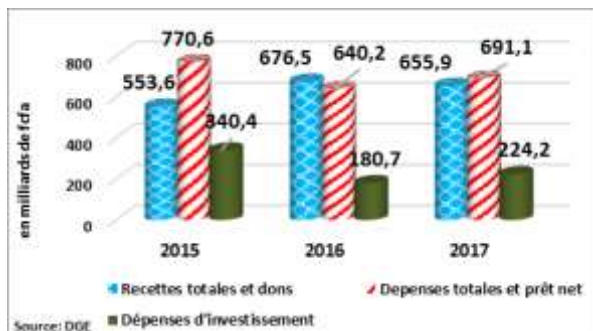
Le dépassement des **dépenses totales et prêts nets** par rapport à fin février 2016 provient essentiellement d'une hausse des dépenses de personnel (+9,7 milliards), de sécurité (+41,3 milliards) et d'une forte exécution des dépenses d'investissement financées sur prêts projets (+114,9 milliards de FCFA). Ces dépassements ont été

amointris principalement par des sous consommations des dépenses d'investissement financées par le Trésor (-78,5 milliards), des dépenses de subvention et transfert (-21,2 milliards) et des dépenses de fonctionnement (-4,3 milliards). Au total, les dépenses d'investissement ressortent en progression de 43,5 milliards.

Solde primaire de base excédentaire

Il se dégage un solde primaire de base excédentaire de 179,3 milliards de FCFA et un solde budgétaire déficitaire de 35,2 milliards de FCFA. Un recours au marché monétaire et financier d'un montant global de 165,5 milliards de FCFA a permis de financer le déficit budgétaire et d'apurer une partie des restes à payer des fournisseurs de 2016 ainsi que les dettes arrivées à échéance.

Graphique 5 : Principaux agrégats des finances publiques à fin février



Echanges extérieurs

Orientation favorable des exportations

Les échanges extérieurs de marchandises (en commerce spécial et hors biens exceptionnels) sont caractérisés, en glissement annuel, par un accroissement en valeur des exportations (+15,6%) tandis que les importations fléchissent (-24,8%).

La progression des exportations provient à la fois des volumes (+14,0%) et des prix (+1,4%). Quant aux importations, elles se contractent sous l'effet conjugué d'une baisse des volumes (-15,3%) et des prix (-11,3%).

Il en résulte un solde commercial de 679,7 milliards en progression de 458,3 milliards par rapport à son niveau en 2016. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 14,3%.

Les **exportations** en valeur se raffermissent en relation avec les augmentations conjointes des produits primaires (+22,5%) et des produits transformés (+1,0%).

Les **produits primaires** profitent de la vente des produits de l'agriculture d'exportation spécifiquement, du coton en masse (+43,2%), de la banane (+45,0%), du caoutchouc (+76,1%), du tabac (+35,7%) et du cacao fèves (+13,0%). L'évolution positive des ventes extérieures du cacao fèves fait suite à la levée des contraintes liées à la commercialisation enregistrées au cours des deux derniers mois de l'année 2016. Ainsi les ventes en volume croissent de 20,9%.

Quant aux produits miniers, ils augmentent également en valeur, soutenus par le pétrole brut (+98,8%) et l'or (+23,5%).

Toutefois, ces évolutions positives sont amoindries par les baisses enregistrées au niveau de la noix de cajou (-38,9%) et du café vert (-19,3%).

Les exportations de **produits transformés** croissent modérément (+1,0%). Cette évolution résulte de l'effet conjugué notamment d'une contraction des ventes de cacao transformé (-1,2%), de l'huile de palme (-34,7%), du café transformé (-43,1%), des textiles et chaussures (-12,8%) et de la bonne orientation des produits pétroliers (+68,3%), des plastiques (+3,5%), du savon (+1,1%) ainsi que des « papiers, cartons et produits de l'édition » (+23,3%).

La contraction en valeur des **importations** (-24,8%) est imputable au recul des biens intermédiaires (-21,4%) et des biens d'équipement (-59,3%), malgré une hausse des biens de consommation (+1,8%).

Les **biens intermédiaires** subissent la baisse des achats de pétrole brut (-26,9%), de « fer, fonte, acier et ouvrage » (-12,5%), d'engrais (-51,7%) et de produits métalliques (-40,4%). Ces replis sont atténués par les augmentations du clinker (+6,0%), des « papiers et cartons » (+24,0%) ainsi que des « céramiques, verre, pierre » (+18,9%).

Les **biens d'équipements** se contractent en raison du recul de la plupart des composantes en particulier, les acquisitions de machines mécaniques (-23,0%), de machines électriques (-51,6%), de matériels de transport routier (-43,4%) et de matériels de transport de navigation maritime (-97,2%).

Situation monétaire et financière

Accroissement continu du financement bancaire

Les agrégats monétaires sont marqués par la progression de la masse monétaire de 12,3% (+942,4 milliards de FCFA), l'accroissement des crédits intérieurs nets et le repli des avoirs extérieurs nets.

Les avoirs extérieurs nets se chiffrent à 1 899,4 milliards de FCFA, en contraction de 17,8% (-410,9 milliards de FCFA). Cette évolution baissière est imputable, en partie, au faible niveau de rapatriement des recettes d'exportation.

Les crédits intérieurs nets ressortent à 7 085,5 milliards de FCFA, en hausse de 24,5% (+1 395,2 milliards de FCFA) attribuable aux crédits nets à l'économie et à la Position Nette du Gouvernement (PNG).

La PNG augmente de 34,4% (+487,0 milliards de FCFA) pour se situer à 1 904,0 milliards de FCFA. Cette dégradation de la PNG traduit le fort engagement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire, en raison du besoin de financement des projets structurants.

Quant aux crédits nets à l'économie, ils s'établissent à 5 181,5 milliards de FCFA, en progression de 21,3% (+908,3 milliards de FCFA). Cette orientation favorable est attribuable à tous les types de crédits notamment le

crédit de court terme (+10,0% ; +221,6 milliards de FCFA), de moyen terme (+29,1% ; +449,2 milliards de FCFA) et de long terme (+57,1% ; +91,9 milliards de FCFA).

Au cours de la période sous revue, le taux moyen débiteur est ressorti à 6,1%, en hausse de 0,3 point de pourcentage. La durée moyenne des crédits s'est étendue de 20,6 mois contre 11,4 mois à la période correspondante de 2016, traduisant la croissance des crédits à moyen et long termes.

Graphique 6: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



Consolidation de la capitalisation boursière

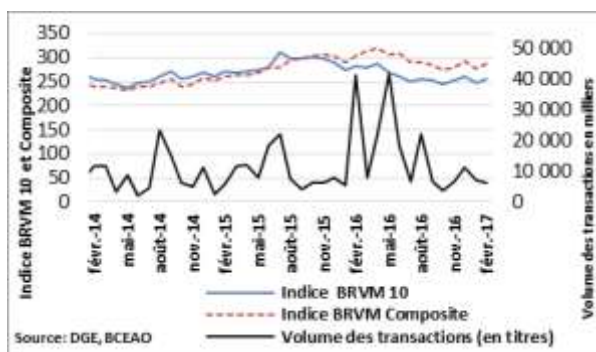
La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) enregistre une progression de la capitalisation boursière tandis que les indices BRVM composite et BRVM 10 se contractent.

La capitalisation boursière s'élève à 10 109,0 milliards de FCFA, en accroissement de 9,8%. Elle bénéficie de la bonne tenue à la fois de la capitalisation du marché des actions (+1,9% ; 7 621,4 milliards de FCFA) et de celle du marché des obligations (+43,4% ; 2 487,7 milliards de FCFA).

En revanche, les indices BRVM composite et BRVM 10 accusent des baisses respectives de 4,8% et 9,6%. L'indice BRVM composite pâtit de la contraction de la quasi-totalité des indices sectoriels notamment celui de l'industrie (-14,9%), des services publics (-2,5%), des finances (-3,6%), de la distribution (-14,3%), du transport (-8,9%) et des autres secteurs (-41,4%).

De même, le volume et la valeur de titres échangés chutent respectivement de 84,6% et 64,5%, traduisant notamment l'attentisme des opérateurs suite aux remous sociaux. Ces transactions se sont déroulées avec un ratio moyen de liquidité de 27,04% après un taux de 25,7% enregistré sur l'année 2016. Quant au taux de rendement moyen du marché, il s'est situé à 3,91% après 4,9% en moyenne en 2016.

Graphique 7: Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La BRVM poursuit sa mue et devrait se développer davantage pour contribuer fortement au financement de l'économie. Par ailleurs, elle compte également favoriser le financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) avec l'opérationnalisation du compartiment 3 qui leur est dédié.

En conclusion, l'activité économique a enregistré une évolution favorable sur les deux premiers mois de l'année 2017. L'accélération attendue de la mise en œuvre du PND 2016-2020 devrait favoriser la consolidation de l'économie nationale et permettre l'atteinte de l'objectif de croissance de 8,5% en 2017.

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel										Variations en glissement (cumul de la période)
	mai-16	juin-16	juil.-16	août-16	sept.-16	oct.-16	nov.-16	déc.-16	janv.-17	févr.-17	
INTERNATIONAL											
Cours du cacao	8,0%	0,9%	-5,8%	-8,8%	-12,1%	-15,2%	-25,6%	-31,6%	-45,0%	-48,5%	-46,7%
Cours de l'euro par rapport au dollar	1,4%	0,1%	0,7%	0,7%	-0,1%	-1,9%	0,6%	-3,1%	-2,3%	-4,1%	-3,2%
ACTIVITE NATIONALE											
Primaire											
Agriculture d'exportation											
Cacao*		-32,5%			-45,0%			6,0%			
Café*		-51,2%			34,5%			0,0%			
Coton	-100,0%	-100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	25,2%	3,6%	-0,6%	1,5%
Anacarde	-5,2%	3,1%	15,3%	290,8%	884,0%	81,4%	111,3%	-74,5%	-55,4%	-24,5%	-47,3%
Secondaire											
IHPI global	13,9%	11,4%	1,2%	11,0%	4,1%	-3,0%	0,4%	-1,1%	9,7		9,7%
IHPI hors extraction	7,6%	3,6%	-5,4%	9,0%	2,2%	0,7%	0,3%	-0,5%	6,0		6,0%
BTP	-4,3%	-17,0%	-16,3%	12,3%	5,1%	-18,2%	5,4%	3,3%	-5,6		-5,6%
Production d'électricité	17,9%	31,2%	28,2%	15,9%	22,3%	13,2%	11,0%	12,0%	12,9%	6,0%	9,5%
Production de produits pétroliers	28,7%	-0,7%	9,1%	8,8%	-30,0%	-8,2%	0,7%	11,8%	-25,8%	34,9%	-0,1%
Pétrole brut	75,6%	92,2%	57,4%	26,5%	17,0%	-25,5%	1,1%	-7,4%	44,8%	-34,1%	-4,2%
Gaz naturel	10,8%	22,3%	19,8%	8,7%	-3,4%	-2,4%	6,3%	3,9%	12,9%	1,6%	7,2%
Tertiaire											
Total voyageurs aérien	3,9%	-1,6%	15,0%	13,1%	15,2%	26,4%	23,0%	23,4%	13,9%	13,6%	13,8%
Transport ferroviaire (trafic de marchandises)	2,9%	12,3%	3,7%	-8,6%	-18,5%	-0,8%	-6,9%	-11,5%	-10,1%	-10,7%	-10,4%
Echanges extérieurs³											
Exportation en valeur	-5,8%	-4,2%	-15,1%	-2,0%	-13,0%	-25,9%	9,0%	0,3%	17,6%	13,7%	15,6%
Importation en valeur	-13,4%	7,7%	-8,3%	8,1%	4,0%	-6,6%	-45,8%	-19,0%	-12,7%	-36,7%	-24,8%
Solde commercial	69,97	51,72	-38,63	59,16	-11,95	5,08	223,69	335,89	276,04	403,66	679,70
Solde commercial FOB/FOB	142,26	129,42	34,73	119,51	52,26	64,03	290,56	398,15	351,44	459,53	810,97
Financement											
Position net du gouvernement	16,6%	31,4%	4,4%	9,1%	5,0%	17,0%	8,9%	27,8%	35,1%	34,4%	34,4%
Crédit net à l'économie	21,8%	20,4%	18,9%	19,6%	17,7%	21,1%	21,0%	15,4%	17,1%	21,3%	21,3%
Crédit net à moyen terme	30,4%	30,9%	24,4%	25,0%	25,2%	26,1%	25,6%	26,3%	30,7%	29,1%	29,1%
Crédit net à long terme	59,4%	82,7%	46,1%	51,9%	49,7%	76,3%	72,4%	51,0%	58,4%	57,1%	57,1%
Avoir extérieur net	-7,9%	-10,9%	-10,8%	-13,1%	-9,8%	-14,0%	-6,5%	-9,1%	-6,1%	-17,8%	-17,8%
Finances publiques											
Recettes totales et dons	26,9%	-5,0%	19,6%	14,9%	18,3%	22,9%	0,8%	-37,6%	-2,4%	-3,8%	-3,0%
Dépenses totales et prêts nets	28,5%	2,9%	-0,7%	104,2%	35,4%	0,4%	0,1%	34,4%	-3,3%	17,0%	8,0%
Investissement public	134,3%	52,5%	-8,6%	705,0%	37,8%	13,1%	-34,8%	55,8%	-80,0%	121,9%	24,1%
Solde budgétaire global ⁴	11,46	-57,70	-96,95	-240,15	-69,41	-80,73	-54,95	-106,67	66,97	-102,19	-35,22
Prix à la consommation											
IHPC ⁵	2,3%	0,9%	0,5%	-0,4%	0,7%	0,6%	0,4%	-0,2%	1,1%	1,4%	1,3%
Emploi											
Salariés secteur formel	6,3%	6,2%	5,5%	5,2%	4,9%	5,0%	4,4%	4,4%	4,1%	3,8%	3,8%
Salariés secteur formel privé	6,4%	6,5%	5,7%	5,5%	5,1%	5,3%	4,6%	4,7%	4,6%	4,2%	4,2%

³ Valeurs en milliards de FCFA, Hors biens exceptionnels⁴ Niveau en milliards⁵ Données trimestrielles⁵ Indice Harmonisé des Prix à la consommation